

International

# TAÏWAN : QUAND LE PRINCIPAL PARTI D'OPPOSITION BASCULE VERS PÉKIN

Romain Blachier

29/04/2026

**À la suite de la visite à Pékin, en avril 2026, de la présidente du principal parti d'opposition taïwanais, le Kuomintang, Romain Blachier, président de l'Association France-Formosa et enseignant en géopolitique, analyse la portée et les conséquences politiques de cette rencontre. Il montre ainsi en quoi ce qui se joue à Taipei est un cas d'école sur la fragilité des démocraties face à l'attraction des puissances autoritaires.**

En avril 2026, Cheng Li-wun, présidente du Kuomintang (KMT, droite nationaliste), premier parti d'opposition taïwanais, s'est rendue en Chine sur invitation de Xi Jinping – une première en dix ans. Cheng Li-wun y a adopté le vocabulaire du Parti communiste chinois et abandonné les garde-fous diplomatiques qui protégeaient depuis vingt ans la souveraineté de Taïwan dans le dialogue inter-détroit. Ce basculement ne relève pas de la diplomatie habituelle entre les deux rives. Il modifie la nature même du clivage politique taïwanais, opposant désormais un camp disposé à accepter une réunification sans garanties et un président qui incarne la résistance démocratique de l'île. Pour les progressistes européens, ce qui se joue à Taipei est un cas d'école sur la fragilité des démocraties face à l'attraction des puissances autoritaires.

## Une démocratie construite contre la Chine

Taïwan est une démocratie jeune. L'île n'a connu sa première élection présidentielle au suffrage universel qu'en 1996, après quatre décennies de loi martiale imposée par le Kuomintang – le parti nationaliste de Tchang Kaï-chek, replié sur l'île en 1949 après avoir perdu la guerre civile contre les communistes de Mao. La transition démocratique, achevée au tournant des années 2000, a produit un système politique organisé autour de deux forces.

Le KMT, parti nationaliste de droite conservateur et pro-business, porte une singularité qui déroutent l'observateur européen : malgré des décennies de guerre contre le Parti communiste chinois, il partage avec lui une conviction fondamentale – il n'existe qu'une seule Chine. Leur désaccord ne porte que sur la question de savoir qui la dirige légitimement. Cette querelle entre frères ennemis

chinois a longtemps rendu possible un dialogue entre les deux rives du détroit, fondé sur une ambiguïté constructive.

En face, le Parti démocrate progressiste (DPP), formation libérale de centre-gauche née du mouvement pro-démocratie des années 1980, refuse ce postulat. Pour le DPP, Taïwan est un pays souverain, distinct de la Chine, et n'a pas à négocier son existence. Le DPP a gagné les trois dernières élections présidentielles. Son bilan comprend la légalisation du mariage homosexuel – une première en Asie –, une politique de justice transitionnelle envers les victimes de la dictature du KMT et un engagement fort en faveur de la transition énergétique, même si les modalités qui recouvrent le terme évoluent<sup>1</sup>.

Le fait politique le plus structurant des trente dernières années à Taïwan est identitaire. Selon les sondages annuels de l'université nationale Chengchi, la proportion de Taïwanais se définissant comme « exclusivement taïwanais » est passée de 17,6% en 1992 à plus de 60% aujourd'hui<sup>2</sup>. Le mouvement est générationnel et irréversible : les jeunes Taïwanais n'ont aucune mémoire du continent. Le mouvement des Tournesols de 2014, lors duquel des centaines d'étudiants avaient occupé le Parlement pendant vingt-trois jours pour bloquer un accord commercial avec Pékin, a cristallisé cette conscience : l'intégration économique avec la Chine est un piège politique, et Taïwan n'est pas la Chine<sup>3</sup>. L'un des leaders de ce mouvement, Lin Fei-fan, occupe aujourd'hui le poste de secrétaire général adjoint du Conseil de sécurité nationale.

Entre ces deux pôles, les 23 millions de Taïwanais vivaient dans un *statu quo*. On pouvait voter KMT sans vouloir la réunification. On pouvait souhaiter de bonnes relations commerciales avec la Chine – premier partenaire économique de l'île – sans renoncer aux libertés. C'est cet équilibre qui vient de se rompre.

## Le garde-fou qui a sauté

Depuis vingt ans, le dialogue entre le KMT et le Parti communiste reposait sur une formule diplomatique : « une Chine, interprétations différentes ». Chaque partie reconnaissait le principe d'une seule Chine, mais se réservait le droit d'en définir le sens. Pour Pékin, c'est la République populaire. Pour le KMT, c'est la République de Chine – le nom officiel de Taïwan, hérité de ce qui reste de la République avant la révolution maoïste. L'ambiguïté protégeait tout le monde. Tous les présidents du KMT qui ont échangé avec Xi Jinping ont maintenu cette formule.

Cheng Li-wun a fait sauter ce verrou. Ancienne militante anti-chinoise radicale ayant retourné sa veste, élue à la tête du KMT en octobre 2025 – une surprise, portée par une base militante

vieillissante et nostalgique du lien avec le continent –, elle a répondu aux félicitations de Xi sans inclure la mention des « interprétations différentes »<sup>4</sup>. C'est un détail technique aux conséquences majeures : sans cette clause, le KMT se range *de facto* dans le cadre de Pékin, où « une seule Chine » n'admet qu'un seul sens.

Lors de sa visite en Chine début avril 2026, Cheng est allée plus loin. Elle a parlé de « forces impérialistes » responsables de la séparation entre Taïwan et le continent – empruntant directement au lexique du PCC, qui désigne ainsi les États-Unis et le Japon. Elle a déclaré que les Taïwanais devraient pouvoir dire « je suis Chinois » avec fierté – dans un pays où plus de 60% de la population rejettent cette identification. Elle a bloqué au Yuan législatif, où le KMT détient la majorité avec ses alliés, un budget de défense spécial de 40 milliards de dollars pour faire face à la Chine destiné en grande partie à l'achat d'armes américaines<sup>5</sup>.

Le profil de Cheng ajoute une ironie à l'histoire. Avocate née en 1969, elle a commencé sa carrière politique au DPP, en militante indépendantiste critique du KMT autoritaire. Elle a changé de parti en 2005. Son parcours du DPP vers l'aile la plus pro-Pékin du KMT illustre moins une conversion idéologique qu'un opportunisme qui, dans le contexte actuel, a des conséquences géopolitiques.

La direction qu'elle imprime au parti ne fait pas l'unanimité en interne à son parti. Son prédécesseur, Eric Chu, favorable au dialogue mais hostile à la réunification, avait refusé de se rendre en Chine pendant tout son mandat. Des élus locaux, des cadres et des présidentiables pour 2028 ont pris leurs distances. Le KMT est fracturé entre une direction alignée sur Pékin et une aile modérée qui voit venir le désastre électoral – d'autant que les élections locales de novembre 2026 feront office de premier verdict.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

## Un clivage qui a changé de nature

Pendant des décennies, le jeu politique taïwanais opposait deux stratégies à l'intérieur d'un cadre commun. Le KMT au pouvoir, c'était plus de commerce avec la Chine, des visas facilités, des vols

directs. Le DPP au pouvoir, c'était plus de distance, un rapprochement avec Washington et Tokyo. Mais personne ne remettait en cause les institutions démocratiques et ce *statu quo*. Le désaccord portait sur la stratégie.

Ce temps est révolu. En reprenant le vocabulaire de Pékin, en abandonnant les garde-fous rhétoriques, en sabotant la défense de l'île au Parlement, la direction actuelle du KMT ne propose plus un rapprochement négocié. Elle ouvre un chemin vers une réunification sans exigences démocratiques sérieuses. En face, le président Lai Ching-te – ancien médecin issu de la faction la plus souverainiste du DPP, qui s'est décrit comme un « travailleur pragmatique de l'indépendance taïwanaise<sup>6</sup> » – incarne la ligne inverse : Taïwan est un pays différent de la Chine.

Le clivage taïwanais n'oppose plus des pragmatiques à des idéalistes. Il oppose ceux qui accepteraient d'absorber leur démocratie dans un régime autoritaire à ceux qui s'y refusent.

Ce basculement intervient dans un contexte géopolitique qui l'aggrave. La guerre en Iran et le blocage du détroit d'Ormuz ont rappelé à toute l'Asie sa dépendance aux approvisionnements maritimes – Taïwan importe 98% de son énergie. Le sommet Xi-Trump prévu en mai 2026 fait peser le risque que Taïwan serve de monnaie d'échange dans la relation sino-américaine. L'érosion de la confiance taïwanaise envers Washington – l'enquête *American Portrait Survey* de mars 2025 montre que près de 60% des Taïwanais ne considèrent pas les États-Unis comme un pays fiable, en hausse de dix points en un an<sup>7</sup> – offre une fenêtre politique à ceux qui, comme Cheng, promeuvent un rapprochement avec Pékin comme alternative à une alliance américaine jugée incertaine.

## Ce que les progressistes européens peuvent y lire

Un grand parti conservateur qui se rapproche d'une puissance autoritaire voisine, au nom du réalisme et de la paix – les Européens connaissent le schéma. La Hongrie de Viktor Orbán a bâti sa politique étrangère sur l'axe Budapest-Moscou, au point de bloquer des sanctions européennes concernant l'Ukraine. La Serbie joue depuis des années sur les deux tableaux entre Bruxelles et le Kremlin. Ailleurs en Europe, des partis politiques entretiennent avec Moscou des liens qui ne sont plus tout à fait secrets.

À Taïwan, le mécanisme ressemble à celui-ci. L'enjeu est plus brutal : il ne s'agit pas d'un positionnement diplomatique discutable, mais de la survie d'une démocratie face à un voisin qui revendique ouvertement son annexion – par la force si nécessaire.

La France a des intérêts directs dans la stabilité de Taïwan. L'île produit plus de 60% des semi-

conducteurs mondiaux, dont dépendent les industries européennes de l'automobile, de la défense et des télécommunications. La coopération scientifique franco-taïwanaise se développe, notamment sur la transition énergétique et la décarbonation industrielle<sup>8</sup>. Paris a été l'un des premiers en Europe à intégrer l'Indo-Pacifique dans sa stratégie de défense. Mais la connaissance de la politique intérieure taïwanaise reste lacunaire en France, y compris dans les cercles de décision.

Le DPP taïwanais, par son positionnement – centre-gauche, défense des droits, souveraineté démocratique, transition écologique –, même s'il appartient à l'Internationale libérale mais fait ses majorités avec la gauche plus affirmée, est un partenaire naturel des progressistes. L'érosion du consensus démocratique à Taïwan par un parti d'opposition complice d'une puissance autoritaire devrait interpeller les progressistes qui, en Europe même, font face à des dynamiques similaires. L'expérience taïwanaise montre que la défense de la démocratie ne peut jamais être considérée comme acquise – et que le dialogue avec les régimes autoritaires, lorsqu'il se fait sans garde-fous, devient une capitulation qui ne dit pas son nom.

1. En mars 2026, le président Lai a annoncé le redémarrage de deux centrales nucléaires (Guosheng et Maanshan), revenant sur l'engagement du DPP d'un « *homeland* sans nucléaire ». Voir « Amid Iran War Energy Crunch, Taiwan Turns Back Toward Nuclear Energy », *The Diplomat*, 2 avril 2026.
2. « Taiwanese/Chinese Identification Trend Distribution (1992-2025) », *Election Study Center, National Chengchi University*. La distribution montre une progression continue de l'identité exclusivement taïwanaise (passant d'environ 17% en 1992 à plus de 60% en 2025), un effondrement de l'identité exclusivement chinoise (d'environ 25% à moins de 3%), et une stabilisation puis un déclin de l'identité duale taïwanaise et chinoise (qui avait culminé autour de 45-50% au début des années 2010 avant de redescendre autour de 30-35%).
3. Le mouvement des Tournesols (mars-avril 2014) a occupé le Yuan législatif pendant vingt-trois jours pour bloquer le *Cross-Strait Service Trade Agreement* (CSSTA). Une manifestation de soutien a rassemblé environ 500 000 personnes à Taipei le 30 mars 2014.
4. « Beijing Is Racing to Get Concessions From Taiwan's KMT », *The Diplomat*, 3 avril 2026. L'article note que les deux précédents présidents du KMT félicités par Xi – Eric Chu et Wu Den-yih – avaient inclus une référence aux « interprétations différentes » dans leur réponse.
5. Le budget spécial de défense de 1 250 milliards de NT\$ (Nouveau Dollar de Taïwan – environ 40 milliards de dollars) proposé par le gouvernement DPP est destiné à renforcer les capacités asymétriques de Taïwan et à financer des achats d'armes américaines. Le KMT propose un cadre réduit de 380 milliards de NT\$.
6. Lai Ching-te s'est décrit comme un « pragmatic worker for Taiwanese independence » en 2017, alors Premier ministre. Issu de la faction *New Tide* du DPP, il a formellement quitté cette faction après son élection présidentielle en janvier 2024.
7. *American Portrait Survey*, mars 2025, cité dans « Taiwan's Growing Distrust of the United States », German Marshall Fund, 2025. L'enquête, menée à Taïwan par des chercheurs de l'Academia Sinica, montre également que plus de 40% des sondés estiment que les États-Unis n'interviendraient probablement pas en cas de conflit dans le détroit.
8. Second Symposium scientifique franco-taïwanais sur l'énergie et l'industrie verte, Université de Lorraine, novembre 2025, soutenu par France 2030 (PEPR SPLEEN), le Bureau français de Taipei et le National Science and Technology Council taïwanais.